

# RENFORCER LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

Giorgio Garbasso | *Assistant de recherche Actions extérieures de l'UE*  
à Notre Europe - Institut Jacques Delors.



Notre Europe - Institut Jacques Delors, EuroCité et Europartenaires ont organisé le 16 septembre 2013 à Paris une conférence intitulée « Élections européennes de 2014 : le débat, c'est maintenant ! », qui a abordé les principaux enjeux des élections européennes de mai 2014, afin de contribuer au lancement du grand débat public que ces élections ont vocation à susciter. Cette synthèse reprend les éléments clés abordés au cours de la table ronde intitulée « Renforcer la place de l'Europe dans le monde ».

## Introduction

La table ronde, modérée par Nicolas Leron, président d'Eurocité, s'est ouverte sur un constat partagé par tous les intervenants : si l'Union européenne (UE) veut préserver son rôle sur la scène internationale, il lui faut trouver une solution durable de sortie de crise en renforçant l'union politique. L'attention a en outre été portée sur le besoin de renforcer la politique étrangère de l'UE et d'apporter une réponse aux défis soulevés par l'instabilité du monde arabe.

Ce débat a rassemblé :

- **Elisabeth Guigou**, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale,

présidente fondatrice d'Europartenaires, ancienne ministre et membre du Conseil d'administration de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ;

- **Bernard Guetta**, chroniqueur de politique internationale à France Inter;
- **Pascal Lamy**, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), président d'honneur de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ;
- **Bernadino León**, représentant spécial de l'UE pour la région du Sud de la Méditerranée.

Modération : **Nicolas Leron**, président d'Eurocité.



## 1. L'UE dans l'œil du cyclone : défis et priorités

Pour Elisabeth Guigou, la crise que traverse l'UE n'est pas une crise économique ordinaire mais **un changement profond de l'évolution du monde**. Les pays tiers s'interrogent sur les arbitrages internes de l'UE et la direction prise. Pour faire entendre sa voix, l'UE n'a d'autre alternative que de donner la **priorité absolue à la sortie de la crise financière économique et sociale et à la consolidation de la monnaie commune**. Pour y parvenir une plus grande intégration politique est nécessaire, et davantage de partage de souveraineté monétaire, économique, fiscale et sociale supposera de veiller également à renforcer la **légitimité démocratique au niveau européen**.

Pour Pascal Lamy, la politique de développement, l'environnement, le commerce et la politique de voisinage étaient les **quatre étendards de l'UE dans le monde**. Jusqu'à la crise, les débats se concentraient sur ces domaines, sur les questions de sécurité et de défense ou sur la stabilisation de la position économique de l'UE. Mais l'influence est avant tout une affaire de réussite économique et sociale et avec la crise, **la question n'est désormais plus de renforcer la position de l'UE dans le monde mais de la restaurer**. Or seul l'euro a préservé sa crédibilité par son équivalence avec le Deutschemark, et c'est par la consolidation de la monnaie commune qu'il faudra repartir, car **le modèle économique et social européen a été touché par la crise mais ne s'est pas effondré**. Elisabeth Guigou a également relevé que l'appréciation qu'ont les non-Européens de l'influence européenne reste positive malgré la crise, et qu'il ne faut pas être excessivement pessimiste.

Pascal Lamy a en outre mis en garde contre l'attention que le reste du monde prête au sondage Eurobaromètre et au support que les Européens apportent au projet européen. Le soutien des citoyens européens à l'UE décline de plus en plus, et la crise n'a fait qu'exacerber cette défiance. La question du futur du processus d'intégration est à nouveau soulevée. Les Européens doivent retrouver confiance dans leur modèle économique et social.

## 2. Renforcer la politique étrangère de l'UE dans le monde

Bernadino León a défendu l'importance du **renforcement d'une véritable politique étrangère européenne**. La question de l'identité et de la légitimité de l'UE est bien sûr importante, a-t-il relevé, mais elle s'articule autour d'une autre question cruciale : « que fait l'Europe ? ». Or un terrain privilégié pour répondre à cette question est celui de la politique étrangère de l'UE.

Si la démocratie ne s'impose pas au Proche-Orient, le rôle de l'UE sera mis en cause, a insisté le représentant spécial de l'UE pour la région sud de la Méditerranée. Une politique étrangère se définit par sa capacité à transformer l'environnement extérieur. Or le Printemps arabe pose un défi ontologique incontournable à l'UE, tant pour la crédibilité de sa politique étrangère que pour son existence même. **Les événements qui se sont déroulés dans le voisinage de l'UE obligent à plus d'intégration politique en matière d'action extérieure**. Bernadino León a rappelé que la transition vers une politique étrangère commune a déjà été amorcée sur le plan institutionnel, mais dans les faits la politique étrangère reste l'apanage des États membres et il est crucial de redonner de la crédibilité à l'UE par une volonté politique commune.

**Seule l'UE peut se dégager des visions spécifiques et des intérêts stratégiques de chaque État membre** pour intervenir dans sa zone d'influence au nom des valeurs démocratiques - qui sont la base de son ADN diplomatique et fondent ses intérêts communs. Il y a donc un problème de communication et de confiance avec les pays tiers : les États membres doivent leur permettre d'identifier plus clairement les grandes lignes de la politique étrangère européenne.

Elisabeth Guigou a en outre souligné que la définition des objectifs d'une politique étrangère commune implique nécessairement la constitution d'une industrie européenne de défense. L'avenir de l'UE ne peut être celui d'une grande Suisse démilitarisée.

### 3. Le basculement des équilibres géopolitiques

Comme l'a relevé Elisabeth Guigou, l'UE n'est plus la puissance mondiale qu'elle était au XX<sup>ème</sup> siècle. Dans un monde multipolaire, ou apolaire, le poids relatif de l'UE a diminué. **Dans les prochaines décennies, aucun des États membres n'aura un poids politique et économique suffisant pour être au G8**, a repris Bernadino León.



En outre, Bernard Guetta a fait observer que le Sommet américano-russe de septembre 2013 à Genève est l'aboutissement de dynamiques qui étaient déjà à l'œuvre depuis quelque temps et marque un tournant historique. **Les États-Unis**, dont les intérêts vitaux se trouvent maintenant dans la zone du Pacifique et dans un affrontement économique avec la superpuissance chinoise, **sont en train de se dégager du Proche-Orient**. Les États-Unis continue bien entendu de s'intéresser au Proche-Orient mais cet intérêt s'est estompé : ils ne considèrent plus le Jihadisme comme une menace stratégique et l'autonomie énergétique que leur offre le gaz de schiste réduit leur dépendance vis-à-vis du pétrole du Proche-Orient. Pour sa part, la Russie a démontré qu'elle ambitionne de reconquérir un rôle d'acteur responsable dans sa zone d'influence, **ce qui pourrait favoriser un rapprochement avec l'UE**.

Comme l'a expliqué Elisabeth Guigou, le changement stratégique des États-Unis et son pivot du côté du Pacifique signifient que l'UE devra s'occuper de la sécurité de son aire d'influence autour de la Méditerranée. La réponse ne s'est pas faite attendre côté européen puisque l'agenda du Conseil européen de décembre 2013 sera consacré à un débat des chefs d'États et de gouvernements sur l'Europe de la défense.

### 4. À la recherche d'un projet européen

Tous les intervenants se sont accordés sur l'idée que la question est bien de retrouver un sens et un projet commun à l'UE ; ce n'est qu'ainsi qu'elle arrivera à renforcer sa légitimité et la confiance des pays tiers. Mais la direction qu'il faut donner à l'UE et le contenu des politiques européennes prêtent à débat.

Elisabeth Guigou a souligné qu'il est indispensable de réinventer de nouveaux arguments de légitimation : une herméneutique de la construction européenne qui se base sur la paix **ne parvient plus à l'heure actuelle à mobiliser les Européens**. L'UE, pour reconquérir sa légitimité, doit être capable de décrypter et comprendre les craintes des citoyens européens. L'objectif incontournable pour contrer la désaffection des européens est de sortir durablement de la crise de la zone euro. Les intervenants ont convergé sur l'idée que les réformes institutionnelles sont souhaitables mais à condition qu'elles s'accompagnent d'une réelle volonté politique pour les animer.

En ce qui concerne la politique étrangère, Elisabeth Guigou a exhorté l'Europe à faire entendre sa voix dans le monde en affirmant les valeurs identitaires qu'elle a construites au fil des siècles et qui unissent les Européens dans leur diversité. Selon Bernadino León, « Si nous croyons que ces valeurs doivent s'imposer dans le monde, c'est le monde et pas seulement l'Union européenne qui a besoin d'un renforcement de la politique étrangère ».

Bernard Guetta et Elisabeth Guigou se sont également accordés sur **la nécessité de mettre en place une défense européenne**. L'exemplarité et la persuasion morale seraient tout à fait honorables, a rassuré Bernard Guetta, mais elles ne seraient pas en elles-mêmes suffisantes pour garantir le respect de ces valeurs. **Les normes doivent être défendues par la force**.

Pour Pascal Lamy, si l'on veut redonner à l'UE sa place dans le monde, l'essentiel n'est pas le renforcement de la machine institutionnelle ou de la politique commune, mais d'avoir **confiance dans nos valeurs, c'est-à-dire ici le modèle européen d'économie sociale de marché**. L'ancien directeur de l'OMC a expliqué que c'est seulement à partir d'une identité européenne fondée sur ce modèle si spécifique que

l'on pourra repartir à l'offensive et accomplir **la mission que les forces progressistes ont donné à l'Europe : civiliser la mondialisation.**

En guise de conclusion, Elisabeth Guigou a affirmé que les deux Conseils européens de l'automne 2013, sur les progrès de la zone euro et la politique étrangère, seront cruciaux **pour crédibiliser le projet européen en vue des élections européennes de 2014.**



Sur les mêmes thèmes...

MONTER AU FRONT POUR CONDUIRE L'EUROPE

Pascal Lamy, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juin 2013

POUR UNE APPROCHE PRAGMATIQUE DE L'EUROPE DE LA DÉFENSE

Jean-Yves Le Drian, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, mai 2013

THINK GLOBAL - ACT EUROPEAN IV - THINKING STRATEGICALLY ABOUT THE EU'S EXTERNAL ACTION

Elvire Fabry (dir.), préface de Pascal Lamy et António Vitorino, *Études & Rapports No. 96, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, avril 2013

UN NOUVEL ÉLAN POUR UNE STRATÉGIE D'ACTION EXTÉRIEURE DE L'UE

Chiara Rosselli, *Synthèse, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juillet 2013

L'AVENIR DE L'EUROPE DANS LA NOUVELLE ÉCONOMIE MONDE

Pascal Lamy, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, février 2012

Directeur de la publication: Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

